

Algérie: prison ferme pour 31 manifestants arrêtés vendredi

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 9 heures,
Mis à jour il y a 9 heures

Un total de 31 manifestants arrêtés vendredi lors des marches du mouvement de protestation du Hirak en Algérie ont été condamnés à des peines de prison ferme, a-t-on appris lundi 17 mai auprès de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH).

À découvrir

→ **Déconfinement : ce qui va changer ce mercredi pour les Français**

«*Visiblement, le pouvoir a décidé d'en finir avec le Hirak pacifique*», a déclaré à l'AFP Saïd Salhi, vice-président de la LADDH. Selon lui, «*31 personnes, 23 à Sétif (nord-est) et huit à Bab El Oued, à Alger, ont été jugées et condamnées à des peines allant d'un an à 18 mois de prison ferme.*» Treize autres manifestants arrêtés vendredi ont été incarcérés dans l'attente de leur procès qui a été remis à une date ultérieure, ce qui porte à 44 le nombre total de manifestants placés sous mandat de dépôt. «*C'est la première fois que nous assistons à une telle escalade dans les jugements depuis juin 2019*», a souligné Saïd Salhi. La LADDH a fait état d'un millier d'interpellations à travers tout le pays après les manifestations de vendredi.

Par ailleurs, la garde à vue de la journaliste Kenza Khatto, également arrêtée vendredi, a été à nouveau prolongée de 24 heures, selon ses avocats. La journaliste de la station Radio M doit être présentée mardi devant le procureur du tribunal de Sidi M'hamed à Alger, a précisé sur son site ce média en ligne privé proche de l'opposition. Kenza Khatto a été arrêtée par la police vendredi à Alger, avec une douzaine de reporters et photographes de presse, dont celui de l'AFP, Ryad Kramdi, alors qu'ils s'apprêtaient à couvrir la marche hebdomadaire du Hirak. Les motifs de sa garde à vue ne sont pas connus.

À l'approche des élections législatives anticipées du 12 juin, le régime paraît déterminé à briser le Hirak, ciblant des militants, des opposants et des journalistes indépendants. Né en février 2019 du rejet populaire d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, qui a démissionné peu après, le Hirak réclame un changement radical du «système» politique en place depuis l'indépendance en 1962.